

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	20.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Keine Einschränkung
Akteure	Michel, Kaspar (SZ, fdp/plr)
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 20.04.2024

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Buchwalder, Mathias
Bühlmann, Marc
Heer, Elia
Hohl, Sabine
Schmid, Catalina

Bevorzugte Zitierweise

Buchwalder, Mathias; Bühlmann, Marc; Heer, Elia; Hohl, Sabine; Schmid, Catalina 2024.
Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: , 2008 - 2022. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Regierungen	2
Kantonale Ersatzwahlen	6
Öffentliche Finanzen	6
Finanzausgleich	6

Abkürzungsverzeichnis

FDK	Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren
NFA	Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung
<hr/>	
CDF	Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances
RPT	Réforme de la péréquation et de la répartition des tâches

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Wahlen

Wahlen

WAHLEN
DATUM: 31.12.2022
MATHIAS BUCHWALDER

En 2022, la population de sept cantons (BE, GL, GR, NW, OW, VD, ZG) s'est rendue aux urnes pour renouveler ses autorités législatives. En 2020 et 2021, les partis écologistes, sur la lancée des élections fédérales de 2019, étaient en constante progression. Si les Vert-e-s ont commencé à s'essouffler légèrement en 2022, le **Parti vert'libéral** a lui encore surfé sur la vague écologiste. Si l'on met de côté le canton des Grisons, qui a connu un changement de système électoral, 21 sièges supplémentaires sont tombés dans l'escarcelle des vert'libéraux (de 29 à 50 au total des six cantons restants). Ils sont ainsi entrés pour la première fois au législatif à Nidwald et Obwald, et ont progressé dans les autres cantons, à l'exception de Glaris, où ils ont perdu un strapontin. Le **Parti des vert-e-s** a lui récolté 9 sièges supplémentaires, grâce à de bons scores à Berne (+5 sièges) et Vaud (+4 sièges). Cependant, la gauche n'en est pas ressortie renforcée, car **les socialistes** ont perdu 15 sièges, avec des scores en recul dans chaque canton. **L'UDC** et le **PLR** sont restés plus ou moins stables (-3 sièges pour l'UDC et +2 pour le PLR). L'UDC demeure le parti le plus fort à Berne et Glaris, le PLR à Nidwald et dans le canton de Vaud. À Zoug et Obwald, le parti détenant le plus de sièges est **le Centre**, qui concourrait pour la première fois sous sa nouvelle bannière dans ces cantons. Issu de la fusion du PDC et du PBD, le parti a certes perdu 5 sièges par rapport au total cumulé de ses deux prédécesseurs, mais le tableau est nuancé selon les cantons. Les forces centristes ont progressé à Obwald, et ont légèrement cédé du terrain sinon, n'ayant désormais plus de représentant.e.s au Grand Conseil vaudois notamment. Au vu de ces résultats, la fusion ne semble pas encore avoir porté ses fruits.

Reste donc le cas des **Grisons**, où de nouveaux équilibres ont émergé en raison du nouveau système de vote. En effet, un système biproportionnel (double Pukelsheim) a été instauré en lieu et place du système majoritaire, jugé partiellement anticonstitutionnel par le Tribunal fédéral. Ce nouveau système était favorable aux partis plus petits. Sans surprise, les deux fractions les plus fortes au Grand Conseil, à savoir le Centre et le PLR, ont perdu respectivement 19 et 9 sièges, alors que l'UDC et le PS en ont gagné 16 et 7. Ce changement a également profité aux Vert'libéraux (+4 sièges) et aux Vert-e-s (+2 sièges).

Parmi les cantons élisant leurs autorités en 2022, celui qui s'est le plus rapproché de la **parité femme-homme** est le canton de Berne, avec 39.4 pour cent d'élues (35.6% lors de l'élection précédente). La part des femmes a également augmenté dans les cantons de Nidwald (de 21.7% à 26.7%), de Glaris (de 21.7% à 25%), de Zoug (de 28.8% à 30.0%), des Grisons (de 21.7% à 33.3%) et de Vaud (de 32.0% à 36.0%). En revanche, moins de 20 pour cent des députées sont des femmes à Obwald (de 25.5% à 18.2%), où la Nidwaldner Zeitung a parlé de «véritable débâcle» pour qualifier ce résultat.

Les Nidwaldien.ne.s ont été les champion.ne.s de la **participation**, avec 47.9 pour cent des ayants droit s'étant rendu.e.s aux urnes. Suivent Obwald (44.2%), Zoug (44.0%) et les Grisons (38.4%). La participation a navigué autour de 34 pour cent dans les cantons de Glaris (34.8%) et Vaud (34.3%), alors que moins d'un.e électeur.trice sur trois a voté dans le canton de Berne (31.9%). Dans certains cantons (Berne, Glaris, Zoug, Grisons), la participation a augmenté par rapport aux élections précédentes.

Au niveau des **exécutifs**, la stabilité a été de mise dans la plupart des cantons se rendant aux urnes. La répartition des sièges entre les partis n'a, en effet, pas changé à Berne (deux UDC, deux PS, une verte, un PLR, une centriste), à Zoug (trois centristes, deux UDC, deux PLR), à Glaris, où tous les sortant.e.s ont été réélu.e.s (deux PLR, un centriste, une UDC, un PS) et aux Grisons (trois centristes, un PLR, un PS). Le PLR n'a pas été à la fête à Obwald, où il a cédé un siège au Centre (deux centristes, un PCS, un UDC, un sans-parti). A Nidwald, c'est le Parti vert'libéral qui lui a subtilisé un siège (trois centristes, deux UDC, un PLR, un PVL). Peter Truttmann est ainsi devenu le deuxième vert'libéral à entrer dans un exécutif cantonal après Esther Keller à Bâle-Ville. Enfin, le canton de Vaud a vécu un changement de majorité. En effet, l'alliance de droite composée du Centre, du PLR et de l'UDC a repris le quatrième siège cédé à la gauche en 2011. La PS Cesla Amarelle a ainsi été contrainte de quitter le gouvernement au profit de la surprenante centriste Valérie Dittli. Avec l'élection de Dittli, le Centre vaudois

possède donc un siège au gouvernement, mais aucun représentant au Grand Conseil. Notons encore que la sœur de Valérie Dittli, Laura Dittli, a, quant à elle, été élue au gouvernement zougais, le canton d'origine de la famille.

Après deux années durant lesquelles les citoyen.ne.s ont dû se rendre aux urnes pour renouveler le mandat accordé à leurs autorités, les «Bestätigungswahlen» ont à nouveau pu se tenir à la **Landsgemeinde** dans le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures. Sans surprise, les sept membres de l'exécutif ont été confirmés dans leurs fonctions.

Dans le canton de Schwyz, une **élection complémentaire** s'est tenue en raison des départs de Kaspar Michel (plr) et d'Andreas Barraud (udc). Le PLR et l'UDC ont conservé ces sièges avec les élections de Damian Meier (plr) et Xavier Schuler (udc).

A la fin de l'année 2022, 44 femmes siégeaient dans des exécutifs cantonaux, 3 de plus qu'une année auparavant, sur un total de 154 sièges (**28.6% de femmes**). 6 cantons ne comptaient aucune femme au sein de leur gouvernement (LU, UR, AR, TI, VS), alors que quatre étaient à majorité féminine (ZH, SO, TG, VD).

Parmi les dix plus grandes **villes** du pays, la population de Zurich et de Winterthur s'est rendue aux urnes en 2022. Au législatif de la ville de Zurich, la gauche a, de très peu, conservé sa majorité, avec 63 sièges sur 125. Les gains des Vert-e-s n'ont pas compensé les pertes du PS. A droite, le PVL, le PLR et le Centre sont sortis gagnants, alors que l'UDC a perdu des sièges.

A l'exécutif, pas de grand bouleversement des forces en présence: le seul sortant à ne pas briguer un nouveau mandat, membre de la gauche alternative, a été remplacé par une représentante du PS. A l'exécutif de Winterthur, la stabilité a également été de mise puisque tous les sortant.e.s ont été réélu.e.s. Au législatif, le PS est resté le parti le mieux représenté malgré de légères pertes, suivi par l'UDC et le PLR.¹

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 16.03.2008
SABINE HOHL

Bei den **Regierungsratswahlen** im Kanton Schwyz trat die CVP mit ihren drei bisherigen Regierungsräten Kurt Zibung, Georg Hess und Lorenz Bösch an. Die SVP, die bisher mit Walter Stählin einen Sitz in der Regierung besetzte, strebte eine bessere Vertretung in der Exekutive an und wollte der CVP einen Sitz abjagen. Es war parteiintern umstritten, wie viele Kandidaten die SVP aufstellen sollte. Als Pirmin Schwander, Präsident der Schwyzer SVP, sich äusserte, er könne sich eine Kandidatur als einer von vier SVP-Kandidaten vorstellen, stiess dies auf den Widerstand von Walter Stählin. Dieser drohte, in jenem Fall würde er als unabhängiger Kandidat antreten. Die SVP entschied sich schliesslich für eine Zweierkandidatur mit Walter Stählin und Andreas Barraud (neu). Die SP nominierte ihren bisherigen Regierungsrat Armin Hüppin. Mit einer unangenehmen Situation konfrontiert war die FDP. Einer ihrer zwei Regierungsräte, Alois Christen, kündigte erst spät an, dass er nicht mehr zur Verfügung stehe. Die Partei musste rasch einen neuen Kandidaten finden. Ihre Wahl fiel auf den 38-jährigen Kaspar Michel, der neben dem Bisherigen Peter Reuteler nominiert wurde. Das Kandidatenfeld wurde komplettiert durch den parteilosen Wirt des Hölloch-Restaurants im Muotathal, Bruno Suter. Dieser war in der Vergangenheit bereits mehrmals angetreten und hatte die Wahl vier Jahre zuvor nur knapp verpasst. Ein Unterschied zu vergangenen Wahlen war, dass das absolute Mehr neu auf Grundlage der gültigen Kandidatenstimmen berechnet wurde. Wegen der leichteren Erreichbarkeit des absoluten Mehrs fiel die Entscheidung bereits im ersten Wahlgang. Alle Kandidaten erreichten das absolute Mehr. Gewählt wurden alle Bisherigen und der neue SVP-Kandidat Andreas Barraud. Am meisten Stimmen erhielt Stählin (svp) vor Zibung (cvp), Bösch (cvp), Barraud (svp), Hüppin (sp) und Reuteler (fdp). Äusserst knapp war das Rennen zwischen Hess (cvp) und Michel (fdp). Hess lag am Ende 246 Stimmen vor Michel, dieser schied als überzählig aus und die FDP verlor damit einen ihrer zwei Sitze. Die **SVP** erreichte so zwar ihr Ziel eines **Sitzgewinns**, aber nicht wie erwünscht auf Kosten der CVP, sondern der FDP.²

Die **SVP**, die innert kürzester Zeit zur stärksten Partei im Kanton Schwyz aufgestiegen war – von 1992 (5 Sitze) bis 2008 (42 Sitze) wurde die Sitzzahl im Parlament verachtst – **wollte ihren Machtanspruch auch in der Exekutive durchsetzen** und sich nicht mehr mit lediglich zwei Sitzen im siebenköpfigen Regierungsrat begnügen. Die Chancen für einen erfolgreichen Angriff standen dabei auch deshalb gut, weil zwei der sieben Sitze frei wurden. Armin Hüppin (sp) nach zwölf und Peter Reuteler (fdp) nach acht Amtsjahren hatten nämlich bereits im Herbst des Vorjahres ihren Rücktritt angekündigt. Die SVP schickte neben ihren beiden bisherigen Walter Stählin und Andreas Barraud auch den Rechtsanwalt André Rüegegger ins Rennen. Auch der CVP – zweitstärkste Partei im Parlament – waren die zwei Sitze im Regierungsrat zu wenig. Die einstmals mächtigste Partei im Urkanton wollte deshalb nicht nur ihre beiden bisherigen Sitze mit dem amtierenden Kurt Zibung sowie Othmar Reichmuth verteidigen, sondern mit dem Kantonsrat und ehemaligen Kantonalparteipräsidenten Stefan Aschwanden, ebenfalls Rechtsanwalt, die Regierungsmehrheit zurückerobern. Ungemütlich war die Ausgangsage für die SP und die FDP. Bei den Freisinnigen trat der zwei Jahre zuvor gewählte Kaspar Michel wieder an und der parteiintern eher umstrittenen Unternehmerin und Kantonsrätin Petra Steimen kam die Aufgabe zu, den vakanten Sitz zu verteidigen. Die Sozialdemokraten wollten ihren einzigen und vakanten Sitz mit Patrick Schönbächler, Rechtsanwalt auch er, halten. Im Vorfeld der Wahlen war erwartet worden, dass die CVP mit dem weit über die Parteigrenzen hinweg beliebten Aschwanden ihren vor zwei Jahren bei Ersatzwahlen an die FDP verlorenen Sitz zurückerobern würde. Der SVP, der dieser Angriff vor zwei Jahren relativ deutlich missglückt war, traute man auch bei den Gesamterneuerungswahlen mit Rüegegger, der als polarisierender Hardliner gilt, keinen Erfolg zu – umso mehr als die SVP bei Majorzwahlen mit profilierten Köpfen seit jeher Mühe bekundet. Der fast schon traditionelle SP-Sitz galt hingegen als unbestritten auch weil die Genossen auf die Unterstützung der GP und der Gewerkschaften zählen konnten.

Anders als allgemein erwartet war die Regierung bereits nach dem ersten Wahlgang vollzählig. Alle neun Kandidierenden übersprangen dabei das absolute Mehr (13'746 Stimmen). Auch die restlichen Prognosen im Vorfeld der Wahlen wurden Lügen gestraft: die **FDP konnte ihren Sitz verteidigen und der Angriff der SVP war – zulasten der SP – erfolgreich**. Zwar erzielten die fünf Bisherigen erwartungsgemäss am meisten Stimmen, wobei Walter Stählin (27'101 Stimmen) das Spitzenresultat erzielte, gefolgt von Othmar Reichmuth (24'496 Stimmen), Kaspar Michel (24'460 Stimmen), Kurt Zibung (23'756 Stimmen) und Andreas Barraud (22'177 Stimmen). Auf den Rängen sechs und sieben folgten dann aber eben nicht wie erwartet Stefan Aschwanden (17'283 Stimmen) oder Patrick Schönbächler (15'171 Stimmen), sondern Petra Steimen (17'556 Stimmen) und André Rüegegger (17'523 Stimmen), der nach einem Kopf-an-Kopf-Rennen mit einem knappen Vorsprung von 240 Stimmen den dritten Sitz für die SVP eroberte. Die Schwyzer Wählerschaft hatte also mit der 68-jährigen Tradition der SP-Vertretung im Regierungsrat gebrochen: seit 1944 war die SP immer in der Schwyzer Regierung vertreten. Anders als im Parlament, wo die SVP Verluste einfahren musste, konnte sie damit also ihren Anspruch in der Exekutive durchsetzen. Sie feierte diesen Sieg als Glanzresultat und als Zeichen für eine gute Parteiarbeit. In der Presse wurde gemutmasst, dass Rüegegger auch von der „Lokomotive“ Stählin profitiert habe. Der Sitzgewinn in der Legislative für die SP war für die Sozialdemokraten nur ein schwacher Trost. Sie erklärten sich Schönbächlers deutlichen Rückstand damit, dass nicht mehr Köpfe, sondern jetzt auch Parteien in die Exekutive gewählt würden. Zudem wurde vermutet, dass der Angriff der CVP der SP eher geschadet habe. Mit FDP-Vertreterin Steimen zog nach 16 Jahren erstmals wieder eine Frau in den Schwyzer Regierungsrat, erst die zweite in der kantonalen Geschichte. Die Wahlbeteiligung lag bei 44,6%. Während alle Bisherigen ihre Departemente behielten, übernahm Steimen das Departement des Inneren von Hüppin und Rüegegger das Sicherheitsdepartement von Reuteler.³

Am 22. März **2020** fanden neben den Kantonsratswahlen auch die **Schwyz** **Regierungsratswahlen** statt. Aus dem bisherigen Exekutivgremium stellten sich Gesundheits- und Sozialministerin Petra Steimen-Rickenbacher (SZ, fdp), Finanzdirektor Kaspar Michel (SZ, fdp), Volkswirtschaftsdirektor Andreas Barraud (SZ, svp), Sicherheitsdirektor André Rüegegger (SZ, svp) und Bildungsdirektor Michael Stähli (SZ, cvp) für eine weitere Legislatur zur Verfügung. Mit der Wahl von Baudirektor Othmar Reichmuth (SZ, cvp) im Herbst 2019 in den Ständerat und dem Rücktritt von Umweltdirektor René Bünter (SZ, svp) wurden zwei Sitze frei, womit es für die CVP und die SVP galt, ihren jeweiligen vakanten Regierungsratssitz zu verteidigen.

Auf insgesamt sieben Plätze bewarben sich zehn Personen aus fünf Parteien. Die Parteien der beiden scheidenden Regierungsräte gingen zusätzlich zu ihren wiederantretenden Bisherigen mit je einem Kantonsrat ins Rennen; dem Unternehmer und Energieberater Sandro Patierno (SZ, cvp) respektive dem Firmenkundenberater Herbert Huwiler (SZ, svp). Die Sozialdemokraten, welche seit 2012 nicht mehr im Schwyzer Regierungsrat vertreten waren, wagten einen Angriff: Sie stiegen mit dem ehemaligen Küssnachter Bezirksrat und Geschäftsführer einer Umweltmessfirma, Michael Fuchs (SZ, sp), und der ehemaligen Kantonsparteipräsidentin und Buchhändlerin Elsbeth Anderegg (SZ, sp) ins Rennen. Die Chancen für den Sprung der SP in die Regierung schätzte SRF aufgrund des Zweittickets und des Alleingangs der Partei jedoch als gering ein. Neben den Sozialdemokraten wollten auch die Grünliberalen mit der Nominierung des bisherigen Kantonsrats und Unternehmers Michael Spirig (SZ, glp) den «Weg für eine breit abgestützte Mitte» (Bote der Urschweiz, BU) in der Regierung ebnen. Die CVP – bis anhin ihre Fraktionspartnerin im Kantonsrat – sei durch die Konkurrenz aus der Mitte zusätzlich unter Druck geraten und habe sich über dieses Vorhaben «not amused» gezeigt, so der Bote der Urschweiz weiter. Auch die Erfolgchancen der Grünliberalen schätzte SRF als gering ein.

Im Vorfeld der Wahlen gab das Vorhaben der SVP und der FDP, auf ihren Wahlzetteln jeweils die Kandidierenden der anderen Partei ebenfalls aufzuführen, zu reden. Damit sicherten sich die beiden stärksten Regierungsratsparteien bereits vor dem Wahlsonntag mit grösster Wahrscheinlichkeit die Mehrheit, zeigte sich der «Bote der Urschweiz» überzeugt. Folglich richtete sich der Kampf der fünf neuen Kandidaturen auf jene Regierungsratssitze, welche bis anhin von der CVP gestellt worden waren. Die SP betitelte diese Wahl-Allianz, welche die beiden beteiligten Parteien nicht nötig hätten, als höchst «undemokratisch» (BU). Die FDP, welche sich in der Öffentlichkeit bisher von der SVP distanziert habe, verabschiedete sich mit dieser Aktion endgültig aus der Mitte, so die Spitze der kantonalen SP. Auch die CVP, welche auf eine Zusammenarbeit mit der FDP gehofft hatte, kritisierte diese «Päckli-Politik» (BU) scharf. Durch diese sogenannte «Listendeckung», also das Aufführen der fremden Namen auf der eigenen Liste, kapitulierte die FDP und sei in der Folge «nur noch der Juniorpartner der SVP» (BU).

Am **Wahlsonntag** vom 22. März 2020 – zu Beginn des Lockdowns aufgrund der Corona-Pandemie – fanden 33.6 Prozent der Schwyzer Stimmbevölkerung ihren Weg an die Urne, womit die Wahlbeteiligung im Vergleich zu den Wahlen 2016 (37.2%) um 3.6 Prozentpunkte tiefer lag. Das absolute Mehr lag bei 12'691 Stimmen. Die bisherige FDP-Regierungsrätin Petra Steimen-Rickenbacher erreichte mit 26'254 Stimmen das beste Resultat, dicht gefolgt vom bisherigen FDP-Regierungsrat Kaspar Michel, welcher mit 26'148 Stimmen nur knapp hundert Stimmen hinter Steimen lag. Wie prognostiziert wurden auch sämtliche SVP-Kandidierenden (wieder-)gewählt: Die beiden Bisherigen André Rügsegger und Andreas Barraud erreichten 22'918 respektive 22'767 Stimmen, während der neu gewählte Herbert Huwiler mit 20'641 Stimmen auf Rang fünf folgte. Der CVP bereiteten die Wahlen 2020 deutlich mehr Mühe als dem «Päckli» (BU): Das Schlusslicht unter den im ersten Wahlgang Gewählten bildete der bisherige CVP-Regierungsrat Michael Stähli, welcher mit 15'956 Stimmen die Wiederwahl schaffte. CVP-Kandidat Sandro Patierno verpasste das absolute Mehr um knappe 50 Stimmen, was er auf die Kandidatur der Grünliberalen zurückführte. Ebenfalls im ersten Wahlgang nicht gewählt worden waren die Sozialdemokraten Michael Fuchs (10'627) und Elsbeth Anderegg Marty (8'720) sowie der Grünliberale Michael Spirig (8'630). Da die Wahlen im Lichte des grassierenden Coronavirus durchgeführt wurden, war die Stimmabgabe ausschliesslich brieflich erfolgt. Neben der Urnenwahl wurden sämtliche Feierlichkeiten und traditionellen Resultatübergaben im Rahmen der gemeinsamen Auszählbüros abgesagt.

Am 17. Mai fand der **zweite Wahlgang** trotz Pandemie wie geplant statt; dies hatte die Schwyzer Regierung entschieden, um Unsicherheiten und Vakanzen im Exekutivgremium zu verhindern. Im Rennen um den letzten Regierungsratssitz verblieben waren Sandro Patierno und Michael Fuchs. Zudem hatte der parteilose Landwirt Peter Abegg im April als «Wilder» (BU) das Parkett neu betreten. Gemäss des im Kanton Schwyz noch geltenden Wahlrechts sei es trotz abgelaufener Anmeldefrist offizieller Kandidaturen möglich, eine «wild» kandidierende Person bis hin zum Wahltag zu portieren. Dies werde allerdings mit dem in naher Zukunft in Kraft tretenden Transparenzgesetz nicht mehr möglich sein, erklärte der Schwyzer Staatsschreiber im BU. Im zweiten Wahlgang setzte sich Sandro Patierno gegenüber seinen Kontrahenten mit 18'309 Stimmen deutlich durch. Mit einem Abstand von rund 7'200 Stimmen folgte Fuchs (11'102 Stimmen) und schliesslich Abegg mit 2'207 Stimmen. Somit änderten die Erneuerungswahlen 2020 nichts an der parteipolitischen Zusammensetzung des

Schwyzer Regierungsrats: Die Schwyzer Kantonsregierung bleibt auch für die kommenden Jahre in rein bürgerlicher und fast ausnahmslos männlicher Hand, womit sich die Hoffnungen der Sozialdemokraten auf einen linkeren und weiblicheren Regierungsrat zerschlagen hatten.⁴

WAHLEN
DATUM: 27.11.2022
ELIA HEER

Mit Finanzdirektor Kaspar Michel (SZ, fdp) und Volkswirtschaftsdirektor Andreas Barraud (SZ, svp) gaben in Schwyz zwischen April und Mai 2022 innerhalb von einem Monat gleich zwei amtierende Regierungsmitglieder ihren vorzeitigen Rücktritt bekannt. Während Michel unter anderem wegen einem konkreten beruflichen Angebot zurücktrat, begründete der 64-jährige Barraud seinen Rücktritt mit gesundheitlichen Überlegungen.

Aufgrund des doppelten Rücktritts wurden in **Schwyz Regierungsratsersatzwahlen** nötig, welche die Regierung auf den 25. September **2022** ansetzte. Ein allfälliger zweiter Wahlgang sollte am 26. November stattfinden. Die FDP schickte den Schwyzer Polizeikommandanten Damian Meier (SZ, fdp) ins Rennen, um den Sitz von Kaspar Michel zu verteidigen. Meier setzte sich bei der Nominationsversammlung klar gegen Kantonsrat Sepp Marty (SZ, fdp) durch. Ähnlich klar war die Sache bei der SVP: Diese portierte den Schwyzer Gemeindepräsidenten Xaver Schuler (SZ, svp), der sich ebenfalls deutlich gegen Thomas Haas (SZ, svp) und Fredi Kälin (SZ, svp) durchsetzte. Komplizierter gestaltete sich die Nomination bei der SP, welche einen der beiden freien Sitze erobern wollte. Die Sozialdemokraten nominierten zwar schlussendlich deutlich den ehemaligen Präsidenten der SP-Kantonsratsfraktion und aktuellen Einsiedler Bezirksrat Patrick Notter (SZ, sp). Doch die Nomination ging nicht kritiklos über die Bühne. Notter setzte sich gegen die politisch unerfahrenere Diana de Feminis (SZ, sp) durch. De Feminis und ein Teil der SP zeigten sich darüber enttäuscht – insbesondere, weil die SP damit zu wenig mache, um den Frauenanteil in der Schwyzer Regierung zu erhöhen. Zum Zeitpunkt des Doppelrücktritts sass mit Petra Steimen-Rickenbacher (SZ, fdp) nur eine Frau im siebenköpfigen Gremium. Auch die GLP startete einen Angriff auf einen Regierungssitz. Sie nominierte die Leiterin des kantonalen Rechtsdienstes, Ursula Louise Lindauer (SZ, glp). Lindauer, die bis 2018 noch Mitglied der SP gewesen war, erhielt unter anderem auch Unterstützung der Schwyzer Gleichstellungskommission sowie vom Frauennetz Kanton Schwyz, das von der unterlegenen SP-Kandidatin Diana de Feminis präsiert wird. Auch die Mitte empfahl Lindauer zur Wahl, eine zweite Empfehlung gab die Partei nicht ab. Auf eine eigene Kandidatur hatte die Mitte ebenfalls verzichtet, da sie mit Michael Stähli (SZ, mitte) und Sandro Patierno (SZ, mitte) bereits zweimal in der Regierung vertreten war und keinen zusätzlichen Sitzanspruch erhob. Schliesslich kandidierten auch noch zwei Parteilose für die Regierung: Landwirt Peter Abegg, der bereits bei den Regierungsratswahlen 2020 sowie bei den Bezirksgerichtswahlen 2021 kandidiert hatte, sowie der Unternehmer, Covid-19-Massnahmenkritiker und Anhänger der Bewegung Aufrecht Schweiz, Jürg Rückmar. Dass gleich sechs Personen bei einer Regierungersatzwahl kandidieren, habe es laut dem Schwyzer Staatsschreiber Mathias Brun seit 1972 nicht mehr gegeben. Die Ersatzwahlen waren auch deshalb speziell, weil dies die ersten Wahlen waren, bei denen das neue Schwyzer Transparenzgesetz angewendet wurde. Das Gesetz geht zurück auf eine Initiative der Juso, welche die kantonale Stimmbevölkerung 2018 angenommen hatte. Es schreibt vor, dass Kandidierende ihre Interessenbindungen und Wahlkampfbudgets offenlegen müssen. Gemäss Angaben der Parteien lagen ihre Kampagnenbudgets für den ersten Wahlgang der Ersatzwahlen zwischen CHF 80'000 (FDP) und gut CHF 30'000 (GLP). Die SVP gab an, ihr Budget betrage CHF 51'500, während die SP ihre geplanten Wahlkampf Ausgaben auf rund CHF 60'000 bezifferte.

Am Wahlsonntag nach dem **ersten Wahlgang** konnte erst einer der Kandidierenden jubeln. Der SVP-Kandidat Xaver Schuler holte 17'083 Stimmen und übertraf damit das absolute Mehr von 17'080 Stimmen um drei Stimmen. An zweiter Stelle lag FDP-Anwärter Damian Meier, der 16'667 Stimmen erhalten hatte, das absolute Mehr und damit eine Wahl im ersten Wahlgang aber um 333 Stimmen verpasste. Dahinter platzierte sich Ursula Louise Lindauer (12'570 Stimmen) von der GLP etwas überraschend vor dem Sozialdemokraten Patrick Notter (12'167). Der parteilose Peter Abegg (6'914) und Jürg Rückmar (2'916) von Aufrecht Schweiz blieben chancenlos. Die Wahlbeteiligung lag bei 43.2 Prozent. Das Resultat und insbesondere der Rückstand auf Lindauer bewogen Notter zum Rückzug vor dem zweiten Wahlgang. Somit verblieben noch vier Kandidierende im Rennen um den zweiten freien Sitz. Die Mitte beschloss, auch im zweiten Wahlgang Lindauer zu unterstützen und auch die Grüne Partei empfahl die GLP-Kandidatin zur Wahl. Die SP konnte sich nicht für eine Wahlempfehlung für ihr ehemaliges Parteimitglied Lindauer durchringen und beschloss Stimmfreigabe. Meier

bekam derweil Unterstützung von der SVP. Wie den Angaben der Parteien unter dem Transparenzgesetz zu entnehmen war, gab die FDP für den zweiten Wahlgang nochmals etwa CHF 65'000 aus, die GLP noch CHF 20'000.

Wie schon im ersten Wahlgang holte Damian Meier auch am 26. November mehr Stimmen als Ursula Louise Lindauer – 16'125 gegenüber 11'787 – und sicherte sich mit komfortablem Vorsprung den **letzten freien Sitz**. Peter Abegg (5'842 Stimmen) und Jürg Rückmar (1'045) konnten Meier ebenfalls nicht gefährden. Die Wahlbeteiligung im zweiten Wahlgang betrug noch 32.9 Prozent.

Die Wahl von Schuler und Meier löste auch eine **Rochade in den Departementen** aus: Herbert Huwiler (SZ, svp) übernahm das bisher von Kaspar Michel geführte Finanzdepartement. Das dadurch freigewordene Sicherheitsdepartement übernahm Huwilers Parteikollege Schuler. Das Volkswirtschaftsdepartement, dem Barraud vorgestanden war, übernahm Petra Steimen-Rickenbacher, welche wiederum ihr bisheriges Departement des Inneren dem neugewählten Damian Meier überliess.⁵

Kantonale Ersatzwahlen

WAHLEN
DATUM: 13.06.2010
MARC BÜHLMANN

Mit **Lorenz Bösch** und **Georg Hess** traten gleich zwei Regierungsräte der CVP wegen beruflicher Veränderungen zurück. Der Umstand, dass die CVP als zweitstärkste Fraktion drei Regierungssitze, die SVP als stärkste Fraktion jedoch nur zwei innehatte, verlieh der Ausgangslage einige Brisanz. Die SVP griff denn auch einen der beiden Sitze mit ihrer Parteipräsidentin Judith Uebersax an. Auch die FDP wollte die Gunst der Stunde nutzen und schickte Kaspar Michel ins Rennen, der bei den letzten Gesamterneuerungswahlen 2008 nur knapp gegen den jetzt zurücktretenden Hess verloren hatte. Die CVP ihrerseits wollte die beiden Sitze mit Othmar Reichmuth und Bernadette Kündig halten. Ergänzt wurde das Kandidatenquartett durch Bruno Suter, einem parteilosen Wirt aus dem Muotatal, der als Elitenskeptiker bereits drei Mal erfolglos für den Regierungsrat kandidiert hatte.

Im ersten Wahlgang erreichte relativ überraschend kein Kandidat das absolute Mehr. Reichmuth erzielte, gefolgt von Michel und Kündig, das beste Resultat. Uebersax und Suter lagen beide mehr als 1500 Stimmen hinter dem dritten Rang zurück. Trotzdem traten auch sie noch einmal zum zweiten Wahlgang an, der so mit identischer Kandidatenauswahl stattfand. Identisch war im zweiten Wahlgang dann auch das Resultat. **Othmar Reichmuth (cvp) und Kaspar Michel (fdp) erhielten die meisten Stimmen**. Michel konnte somit den vor zwei Jahren an die CVP verlorenen Sitz für die FDP zurückgewinnen. Die als Hardlinerin geltende Uebersax hatte keine Chance, für die SVP eine dritte Regierungsvertretung zu gewinnen. Sie lag noch hinter Kündig auf Rang vier. Damit warten die Schwyzerinnen weiterhin vergeblich auf eine Frauenvertretung in der Exekutive, nachdem die bisher einzige Regierungsrätin, Margrit Weber-Röllin (cvp) 1996, nach achtjähriger Amtszeit aus der Regierung ausgeschieden war.⁶

Öffentliche Finanzen

Finanzausgleich

INTERKANTONALE ZUSAMMENARBEIT
DATUM: 05.07.2013
MARC BÜHLMANN

Mitte Mai wurde der Zuger Finanzdirektor **Peter Hegglin** (cvp) als Nachfolger von Christian Wanner (SO, fdp) **zum Präsidenten der Finanzdirektorenkonferenz (FDK) gewählt**. Mit Hegglin steht neu ein Vertreter eines reichen NFA-Geberkantons an der Spitze des Gremiums. Er wolle sich für einen fairen Finanzausgleich einsetzen, gab Hegglin zu Protokoll. Der Zuger Magistrat war 2012 als starker Kritiker des grössten Empfängerkantons Bern aufgefallen: Die Angestellten gingen im Hauptstadtkanton mit 63 in Pension, was die anderen Kantone berappen müssten. Der vielfach kritisierte Kanton Bern selber verwies auf den Umstand, dass er zwar in absoluten Zahlen am meisten von der NFA profitiere, pro Kopf aber nur an sechster Stelle liege. Zudem lud die Finanzdirektorin des Kantons Bern, Beatrice Simon (bdp), die Finanzdirektoren zweier potenter Geberkantone – Peter Hegglin (ZG) und Kaspar Michel (SZ) – nach Bern ein, um sie für die Strukturprobleme des Hauptstadtkantons zu sensibilisieren.⁷

1) Résumé élections cantonales et communales 2022

2) NLZ, 8.-9.1., 12.1., 15.-16.1., 23.2. und 12.3.08; TA, 9.1. und 13.2.08; Presse vom 17.3.08.

3) NLZ, 28.1.12; NZZ, 23.2.12; NLZ, 6.3.12; Presse vom 12.3.12; NLZ, 14.3. und 28.3.12

- 4) Internetseite des Kanton Schwyz; Wahlergebnisse vom 17.5.20; Wahlergebnisse vom 22.3.20; BU, 3.12., 6.12., 11.12.19, 10.1., 15.1., 20.1.20; SRF, 27.2.20; BU, 5.3., 23.3., 7.4., 24.4.20
- 5) BU, 28.4.22; LZ, 11.5.22; BU, 13.5., 17.5., 19.5., 8.6., 10.6., 14.6., 23.6., 24.6., 1.7., 5.7., 7.7., 9.7., 20.7., 25.7., 18.8., 25.8., 3.9., 24.9.22; BU, LZ, 26.9.22; BU, 27.9., 28.9., 30.9., 11.10., 19.10., 20.10., 25.10.22; BU, LZ, 28.11.22; BU, 30.11.22
- 6) NLZ, 12.3. und 17.3.10; Presse vom 6.-21.4.10; Presse vom 26.4.10; Presse vom 29.4. bis 11.6; Presse vom 14.6.10
- 7) TA, 23.3.13; NLZ, 15.5.13; NZZ, 17.5.13; Presse vom 25.5.13; NZZ, 4.7.13; AZ, 5.7.13.